Les 27 personnels enseignants du premier degré des écoles de Toulouse, Colomiers, Fronton, Castanet, Miremont, Blagnac, Beaumont/Lèze, Muret, Castelginest, L'Union, Cintegabelle, Saint-Sauveur, réunis en réunion d'information syndicale par visioconférence avec le SNUDI-FO 31 le 17 avril 2020 :

- ont pris connaissance de l'avis du CHSCT de l'Académie de Toulouse voté par FO et FSU qui indique : « Afin d'endiguer l'épidémie, pour assurer la sécurité et protéger la santé de tous les personnels, le CHSCTA exige, comme l'indique l'avis du CHSCTM du 3 avril 2020, *la mise en place du dépistage systématique préconisé par l'OMS, à commencer par celui des personnels ayant des symptômes et ceux ayant été en contact avec des personnes infectées, de tous les personnels travaillant dans les pôles d'accueil des enfants de soignants ou ceux s'étant rendus sur leur lieu de travail ces dernières semaines, ainsi que de tous les personnels à risque*. **Le CHSCTA demande** *un dépistage généralisé aux personnels et aux élèves comme préalable à la réouverture de établissements scolaires*, annoncée par le président de la République le lundi 13 avril et qui pourrait avoir lieu à partir du 11 mai 2020. »

- considèrent que les gestes barrière ne pourront être respectées compte tenu de l'âge des élèves et du nombre d'élèves par classe. Comment éviter une nouvelle flambée épidémique quand près de 900.000 professeurs et 12 millions d'élèves seront rassemblés en classe ? Sans parler de la sieste et du matériel commun manipulé en maternelle, des parents nombreux devant le portail, des repas collectifs, des transports…

- constatent que, déjà actuellement avec un nombre réduit d'élèves, l'accueil des enfants des personnels indispensables à la gestion de la crise n'est pas effectué dans des conditions qui garantissent la santé et la sécurité. Le matériel indispensable manque partout (masque FFP2, gel hydroalcoolique, …). Les gestes barrières ne peuvent pas être respectés. Comment les conditions d'accueil garantissant la santé et la sécurité des personnels et des élèves pourraient-elles être réunies avec tous les élèves présents ?

- exigent la fourniture systématique du matériel nécessaire (masque FFP2, gel hydroalcoolique…) pour les personnels et les élèves.

- exigent la mise en place immédiate d'un dépistage systématique comme le conseille l'OMS, à commencer par celui de nos collègues ayant des symptômes ou ayant été en contact avec des personnes infectées, et pour tous ceux qui le demandent parmi les personnels travaillant dans les pôles d'accueil ou ceux s'étant rendus sur leur lieu de travail en application des consignes de M. Blanquer (rendez-vous avec les parents, transmission de documents,…)

- exigent un dépistage généralisé des personnels et des élèves comme préalable à toute reprise d'activité qui, dans les conditions actuelles, est inacceptable.

- considèrent que sans ces conditions, toute reprise est inacceptable et qu'il parait totalement irréalisable que le 11 mai, date où les écoles pourraient être réouvertes, les conditions garantissant notre santé et notre sécurité soient réunies. Persister à vouloir ouvrir les écoles sans garantir ces conditions ferait courir un grave risque sanitaire comme l'indique de nombreux médecins et les personnels seraient en droit de se protéger (droit de retrait…).

Motion votée à l'unanimité moins une abstention